ils avaient résolu unanimement de l'abandonner et d'aller se réfugier soit à l'île Royale, soit à l'île Saint-Jean. Ils étaient d'autant plus portés à prendre ce parti que, d'une part, le gouvernement français, voulant les attirer à l'île Royale, leur offrait des secours pour s'y transporter avec leurs effets et s'y établir; et que, de l'autre, ils avaient à se plaindre des procédés du général Nicholson. Au reste, la conduite de ce gouverneur n'avait pas soulevé moins de mécontentement parmi les Anglais qu'il commandait à Port-Royal, que parmi les Acadiens. "Nous espérons, écrivait l'un d'eux, qu'à son arrivée le gouverneur paierait la garnison, et mettrait la place sur un bon pied; mais au contraire il nous a jetés dans la plus grande confusion. Il a renversé les fortifications, mis dehors les Français, et chassé tous les Anglais, de façon que la place est presque déserte. En un mot, si ses ordres avaient été de ruiner le pays, il n'aurait pu agir mieux qu'il n'a fait."¹

De son côté, le colonel Vetch mandait aux lords du commerce :

"Je crois de mon devoir d'avertir vos seigneuries, en vue du bien public, de l'état où se trouve le pays de la Nouvelle-Ecosse... Les habitants français sont en quelque sorte forcés de quitter le pays par suite des traitements qu'ils ont reçus de M. Nicholson."²

Nicholson s'était flatté que les Acadiens n'abandonneraient pas facilement les fertiles terres qu'ils occupaient; aussi fut-il surpris autant que déconcerté en apprenant qu'après avoir mûrement délibéré, en assemblées publiques, sur le parti qu'ils avaient à prendre, ils avaient résolu unanimement de partir sans délai. Ils lui avaient signifié leur résolution par leurs députés, et, joignant l'action à la parole, ils s'étaient mis immédiatement à construire des bateaux et des chaloupes pour se transporter avec leurs familles, leurs bestiaux et leurs effets.

Les conséquences d'une telle détermination étaient fatales pour la nouvelle province que Nicholson s'enorgueillissait d'avoir conquise pour l'Angleterre. Elle perdait par là l'importance qu'on y attachait.³ En effet, les Français partis, la Nouvelle-Ecosse n'était

¹ *Extract of a letter from Mr. Adams to Capt. Stede*, Jan. 24th, 1714-15. — Voir à la fin de cette conférence Doc. 18 ÉDITS, no I. — Pièce omise dans le volume d'*Archives de la Nouvelle-Ecosse* publié à Halifax.

² *Letter from Col. Vetch to the Board of Trade*, March 9th, 1714-15. — Voir Doc. 18 ÉDITS, II. — Pièce omise dans le volume d'*Archives de la Nouvelle-Ecosse* publié à Halifax.

³ "Les sauvages des missions françaises des côtes de l'Acadie sont ennemis si irréconciliables de la nation anglaise que toutes nos harangues les plus pacifiques ne peuvent leur imprimer de ne point troubler son commerce; ils pillent et ont pillé plusieurs de leurs bâtiments, empêchent (de pêcher) dans les havres de ladite côte de l'Acadie. Un vaisseau de douze à quatorze canons s'étant perdu sur une petite île dans la baie française, Saint-George, auquel les équipages se sauvèrent à terre avec la plus grande partie de leurs marchandises, lesdits sauvages y ont aborlé au nombre de vingt hommes armés et se sont rendus maîtres de tout ce qu'ils ont pu emporter avec eux, après en avoir chassé les dits... équipages anglais, desquels ils ont même tué un homme et lorsqu'on leur a demandé la raison qui les oblige de tuer des gens qui ne se défendaient point, ils ont répondu que c'était pour faire peur aux autres et, pour autoriser leur violence, ils disent que tous les sauvages de leur nation meurent aux Mines et que c'est par un poison que les Anglais leur ont donné; le sieur Gaulin les a menacés de ne plus les confesser s'ils ne restituaient leurs pillages. Cela ne leur a imprimé aucun scrupule de conscience: bien au contraire ils lui ont dit qu'ils ne lui demanderaient jamais rien. Je vous assure, Monseigneur, que ce sont là des animaux bien difficiles à conduire. J'ai écrit à leur chef tout ce que je devais sur ce sujet par la voie de M. Gaulin. J'aurai l'honneur d'envoyer la copie de ma lettre à Votre Grandeur pour qu'elle s'aperçoive que je ne néglige rien de ce qui doit calmer la férocité de ces peuples."

"Au Port-Dauphin, le 9^{me} 7^{bre} 1715."

"DE COSTEBELLE"

Archives de la Marine et des Colonies, de Royal. Correspondance générale. Lettre au Conseil de Marine, années 1712-1716, vol. I, fol. 128, verso. — Ces rapports du Conseil de Marine portent pour signatures:

L. A. DE BOURBON,
LE MARÉCHAL D'ESTRÉES.

Louis-Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse, était le troisième fils légitimé de Louis XIV et de M^{me} de Montespan. Il occupait la présidence du Conseil de Marine en qualité d'amiral de France.